
Commission des relations avec les citoyens

**L'ÉTUDE DES CRÉDITS
2017-2018**

CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

RÉPONSES AUX QUESTIONS GÉNÉRALES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

Onglet	DEMANDE	PAGE
	Mandats et description des unités administratives	1
	Faits saillants	8
1.	Voyages hors QC	9
2.	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	10
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites	11
4.	Conférences de presse, événements	12
5.	Formation en communication	14
6.	Formation en communication Personnel politique	15
7.	Contrats	16
8.	Autorisation art. 17, Loi sur les contrats	24
9.	Appels d'offres publics	25
10.	Contrats cabinet	26
11.	Consultants externes	27
12.	Développements informatiques >100 000 \$	28
13.	Dépenses diverses	30
14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	31
15.	Portrait des effectifs	32
16.	Départ à la retraite, remplacement selon PGRH, départs à la retraite prévus, retraités à contrat	42
17.	Liste des baux pour les espaces occupés	43
18.	Déménagement, l'aménagement, rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés	46
19.	Liste du personnel de cabinet	47
20.	Budget discrétionnaire	48
21.	Personnel hors structure	49
22.	Personnel en disponibilité	50
23.	Occasionnels mis à pied	51
24.	Postes abolis par catégorie, bureaux régionaux	52
25.	Effectifs par catégorie d'emploi, bureaux régionaux	53
26.	Personnel rémunéré MO affecté ailleurs	54
27.	Abonnements	55
28.	Billets de saison, loges, club privé	57
29.	Sites Internet	58
30.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	59

31.	Visites ministérielles et sous ministérielles	60
32.	Demandes d'accès à l'information	61
33.	Adjointes parlementaires	62
34.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	63
35.	Ententes gouvernement fédéral et provinces	64
36.	Crédits périmés et gel de crédits	65
37.	Revenus autonomes et tarification	66
38.	Plan de réduction	67
39.	Transferts du gouvernement fédéral	68
40.	Primes au rendement et bonis	69
41.	Primes de départ, allocation de transition	70
42.	Augmentations de salaire	71
43.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	72
44.	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	73
45.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	74
46.	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	76
47.	Reconduction des programmes existants	77
48.	Cran d'arrêt	78
49.	Initiative ou majoration programmes existants	79
50.	ETC Plan Nord	80
51.	Budget Plan Nord	81
52.	ETC Stratégie maritime	82
53.	Budget Stratégie maritime	83
54.	Programmes financés par le Fonds vert	84
55.	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	85
56.	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	86
57.	Contrats service juridique	87
58.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation	88
59.	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	89
60.	Masse salariale et Indemnités de retraite	90
61.	Taux d'absentéisme	91
62.	Bilan des compressions budgétaires	92
63.	Développement durable	93
64.	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	94
65.	Cotisation à des associations	95

Mandats et description des unités administratives

1. MANDAT DU CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

L'organisme Curateur public du Québec a été créé en 1945. Le curateur public est une personne nommée par le gouvernement du Québec. Il a une mission essentielle de dernier recours : veiller à la protection de citoyens inaptes par des mesures adaptées à leur état et à leur situation. Il s'assure que toute décision relative à leur personne ou à leurs biens est prise dans leur intérêt, le respect de leurs droits et la sauvegarde de leur autonomie. Il informe la population et les intervenants et les sensibilise aux besoins de protection découlant de l'incapacité.

Cette mission s'exerce directement quand la personne est sous régime de protection public. Elle se traduit aussi par l'assistance et la surveillance des représentants légaux lorsque la personne est sous régime privé ainsi que par la tenue de trois registres concernant les majeurs sous tutelle ou curatelle, les majeurs dont le mandat de protection a été homologué et les mineurs sous tutelle.

2. DESCRIPTION DES UNITÉS ADMINISTRATIVES OU COMITÉS REPRÉSENTÉS À L'ORGANIGRAMME

2.1 Bureau du curateur public

Le Bureau du curateur public a pour mandat de veiller à la réalisation de la mission de l'organisme. Il a également pour responsabilité de promouvoir les droits des personnes inaptes et de défendre leurs intérêts par l'établissement et le maintien de relations avec diverses instances de la société.

Le Bureau du curateur public voit à la saine gestion de l'organisation dans son ensemble, dans l'esprit de la Loi sur l'administration publique, et maintient les relations avec les instances centrales ainsi qu'avec les ministères et organismes concernés.

2.2 Secrétariat général et Direction du Bureau des plaintes

Le mandat du Secrétariat général est double. Outre les activités qu'il assume dans son rôle de soutien et de coordination institutionnels, il est également responsable du Bureau des plaintes.

Secrétariat général

Le Secrétariat général fournit le soutien nécessaire à la gestion des affaires courantes du Bureau du curateur public et coordonne la réalisation de différents mandats organisationnels. Il assure la liaison entre le Curateur public, le cabinet ministériel, les organismes centraux, le Protecteur du citoyen et les organismes extérieurs au Québec. Il s'assure de la conformité du Curateur public aux politiques et aux normes gouvernementales, coordonne les travaux liés au calendrier parlementaire et au plan d'action annuel du Curateur public, et veille au cheminement des dossiers dans l'appareil gouvernemental. Il voit au bon fonctionnement du comité de direction du Curateur public ainsi que des comités suivants : Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées, Comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, Comité de la sécurité de l'information. Il est le répondant du Curateur public en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, de sécurité de l'information, de coopération avec les organisations situées à l'extérieur du Québec. Enfin, il est responsable de l'entretien et du développement du Recueil des documents normatifs du Curateur public afin qu'il demeure un outil de référence pertinent pour le personnel ou pour la clientèle.

Bureau des plaintes

Le Bureau des plaintes contribue, dans un souci de justice et d'équité, à l'amélioration continue des services offerts aux citoyens déclarés inaptes. Il est responsable de la vérification et de l'analyse de toute plainte qui vient d'une personne représentée, d'un proche, d'un citoyen ou d'un organisme concernant une décision ou un service du Curateur public. Il soutient les gestionnaires dans la recherche de solutions et tente de rapprocher les parties en vue du règlement d'un différend. Il propose à l'institution des modifications lorsque l'analyse des plaintes révèle que celles-ci sont de nature systémique.

2.3 Direction de l'audit interne et de la gestion des risques

La Direction de l'audit interne a deux mandats principaux : l'audit interne et la coordination de la gestion intégrée des risques.

En matière d'audit interne, la direction vérifie si les ressources humaines, financières, informationnelles et matérielles sont gérées conformément aux lois, aux règlements et aux directives, et si elles sont protégées adéquatement. Elle vérifie également la qualité des mécanismes de gestion (gouvernance, gestion des risques, contrôle), l'efficacité, l'efficacités et l'économie dans l'utilisation des ressources, ainsi que la qualité des données financières et opérationnelles et celles de la reddition de comptes. Enfin, la direction soutient les autorités du Curateur public dans la déclaration de fiabilité des données.

Le second mandat consiste à accompagner les unités administratives dans la mise en œuvre de la gestion intégrée des risques, à suivre l'avancement du dossier et à assurer la reddition de comptes au comité d'audit et au curateur public.

2.4 Direction générale de l'administration, de la planification et des communications

Bureau du directeur général

La Direction générale de l'administration, de la planification et des communications (DGAPC) a le mandat de coordonner les activités de quatre directions au sein de l'organisation à savoir : les directions des ressources humaines, des ressources financières et matérielles, de la planification, des politiques et de la recherche ainsi que des communications.

La DGAPC a la responsabilité d'assurer la disponibilité et l'organisation optimales des ressources mises à la disposition de l'institution en offrant conseil, expertise et soutien à l'ensemble des unités administratives. Elle participe aussi au développement des services partagés dans l'appareil gouvernemental.

Elle propose aux autorités du Curateur public des orientations générales et développe des stratégies d'intervention et des moyens pour lui permettre de devenir une véritable institution de référence en matière de protection des personnes inaptes. Elle soutient également le secteur des opérations en lui fournissant les encadrements nécessaires à la prestation de services.

La DGAPC veille à la notoriété et à l'image publiques de l'institution en concevant et mettant en œuvre des politiques, des plans et des stratégies de communication. Responsable, entre autres, du site Web, de la diffusion des publications et de la logistique d'événements, elle conseille et participe au développement de son rôle sociétal.

Enfin, la DGAPC a la responsabilité de coordonner les travaux liés à la production du rapport annuel de gestion, de préparer le Plan stratégique et la Déclaration de services aux citoyens, conformément aux exigences de la Loi sur l'administration publique et de rendre compte des participations du Curateur public aux différents plans d'action gouvernementaux.

En collaboration avec les autorités du Curateur public, elle détermine les priorités d'action et en assure le suivi au moyen de tableaux de bord analytiques.

2.5 Direction des ressources humaines

La Direction des ressources humaines a le mandat d'offrir aux gestionnaires un service intégré en matière de gestion des ressources humaines. Elle agit comme partenaire stratégique des directions et les soutient dans la réalisation de leurs mandats et objectifs spécifiques. Elle offre un service de première ligne d'information générale et de soutien personnalisé aux employés dans les domaines de ressources humaines qui les concernent.

Elle doit établir un plan d'action respectant les enjeux de la planification stratégique et permettant au Curateur public de réaliser ses objectifs en matière de gestion des ressources humaines. Elle doit également proposer et mettre en œuvre des stratégies permettant de favoriser l'utilisation optimale des ressources.

2.6 Direction des ressources financières et matérielles

La Direction des ressources financières et matérielles a le mandat de fournir l'expertise professionnelle et le soutien en matière de ressources financières et matérielles auprès de l'ensemble des unités administratives du Curateur public. Elle assure également la réalisation des activités opérationnelles qui s'y rattachent.

La direction est responsable de la programmation budgétaire et de son suivi, de la comptabilité et de la préparation des états financiers ainsi que de la préparation du dossier de vérification. Elle est responsable de la gestion comptable des biens des personnes sous protection publique et de la production des états financiers afférents. Elle développe et implante des mesures de contrôle afin de garantir la qualité de l'information financière.

La Direction des ressources financières et matérielles doit également fournir, de manière efficace et efficiente, et en conformité avec les cadres réglementaires gouvernementaux, des biens et des services en matière d'acquisition et de gestion de locaux, d'aménagement des espaces, de téléphonie, de mesures d'urgence, d'approvisionnement en biens et services ou autres.

2.7 Direction de la planification, des politiques et de la recherche

La Direction de la planification, des politiques et de la recherche a pour mandat de dégager une vision d'ensemble des tendances actuelles et futures relativement à la protection des personnes inaptes afin de mettre en lumière les grands enjeux et tendances que le Curateur public doit prendre en compte dans la réalisation de sa mission et de ses activités. Les activités de la direction assurent ainsi à l'organisation une vision à court et moyen terme, un encadrement normatif adéquat, des analyses statistiques et des mesures de performance ainsi qu'une reddition de compte auprès des autorités gouvernementales.

Les responsabilités de la direction se traduisent par de multiples contributions dont la planification stratégique et le plan d'action institutionnel, la Déclaration de services aux citoyens, la coordination de différents plans d'action (maltraitance, développement durable, personnes handicapées et égalité homme-femme), les politiques et cadres de gestion de l'organisation, les positionnements sur des sujets d'actualité, le rapport annuel de gestion, les statistiques officielles, des sondages auprès de la clientèle, des portraits et des projections de celle-ci, un tableau de bord de gestion, des évaluations, une mesure de la performance, diverses analyses, une programmation de recherche et des partenariats de recherche, des études comparatives et de l'étalonnage, une veille stratégique et un bulletin d'information, la diffusion des travaux et un centre de documentation.

2.8 Direction des communications

La Direction des communications veille sur l'image et la notoriété du Curateur public. Elle joue un rôle-conseil auprès des instances décisionnelles et a pour mandat de planifier, organiser et évaluer les communications du Curateur public, tant à l'interne qu'à l'externe et auprès de ses différents publics.

La Direction soutient les activités de communication des unités administratives et veille à la cohérence de tous les efforts de communication déployés au sein de l'organisme. Elle offre des services en matière de relations de presse et de relations publiques, de communication par le Web (incluant l'intranet et les médias sociaux) et réalise différentes publications. De plus, la Direction des communications s'assure que le Curateur public dispose des services de traduction et de révision linguistique qui lui sont nécessaires. Enfin, la Direction a également comme responsabilité d'offrir un service d'accueil et de renseignement au grand public.

2.9 Direction générale des affaires juridiques

La Direction générale des affaires juridiques a pour mandat de conseiller la haute direction, les gestionnaires et les employés du Curateur public sur toute matière législative ou réglementaire relative à la mission de l'institution. Elle fournit les services nécessaires à l'application, entre autres, de la Loi sur le curateur public et du Code civil du Québec en matière d'expertise juridique, de conseil juridique et de représentation devant les tribunaux judiciaires et administratifs.

La Direction générale des affaires juridiques assure également la coordination et la cohérence juridique au sein du Curateur public et une représentation adéquate auprès de groupes ou d'associations à caractère juridique.

2.10 Direction des opérations juridiques

La Direction des opérations juridiques a pour mandat d'assumer la responsabilité et l'encadrement des activités de représentation des personnes inaptes ou protégées devant les tribunaux.

Elle assure la cohérence des actions des juristes qui travaillent dans les directions territoriales. Ceux-ci représentent le Curateur public dans les procédures judiciaires

concernant l'ouverture d'un régime de protection et, le cas échéant, lors de l'établissement de mesures provisoires visant à assurer la protection d'une personne ou de ses biens. Elle intente des procédures judiciaires visant le remplacement des tuteurs et des curateurs privés qui ne s'acquittent pas de leurs obligations et la révocation des mandats de protection.

La Direction des opérations juridiques fournit également, au niveau territorial, les services requis en matière d'expertise juridique et de conseil juridique, principalement auprès des curateurs délégués (régimes publics) et des agents d'aide à la représentation privée (régimes privés).

2.11 Direction générale des services aux personnes

Bureau du directeur général

Le bureau du directeur général a la responsabilité principale d'encadrer et de coordonner les services d'accueil et de représentation offerts aux personnes représentées inaptes et d'administrer leur patrimoine. Il voit à l'administration des régimes publics et au soutien et à la surveillance des représentants légaux privés. Il a pour mandat de veiller à l'harmonisation des interventions de protection des directions territoriales avec la Direction de l'administration des patrimoines. Il s'assure de la convergence et de la synergie de l'action et des résultats de chacune de ces directions.

Le bureau du directeur général s'assure également de la coordination de la mise en œuvre des politiques, programmes et plans d'action résultant des orientations stratégiques du Curateur public. Il s'assure d'établir et de maintenir des relations harmonieuses et efficaces avec divers intervenants institutionnels, notamment le ministère de la Santé et des Services sociaux et son réseau, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que tout autre ministère ou organisme public ou privé ayant un rapport avec les besoins des personnes représentées.

Il représente les directions territoriales et leurs points de service, la Direction du soutien à la qualité et à la performance, le Centre d'enregistrement et de traitement de l'information, la Direction médicale et du consentement aux soins, la Direction de l'administration des patrimoines et le Service des enquêtes du Curateur public.

2.12 Direction du soutien à la qualité et à la performance

La direction du soutien à la qualité et à la performance développe, implante et soutient les opérations dans une perspective d'amélioration continue.

Par l'entremise de cinq équipes spécialisées, elle met à la disposition des unités opérationnelles de la Direction générale des services aux personnes des processus, des instruments, des outils ainsi que des pratiques recommandées. Elle met en œuvre des stratégies permettant de déployer de meilleures pratiques, d'en assurer l'intégration et d'évaluer l'implantation auprès des employés du Curateur public et développe une offre de formation continue tout en harmonisant les pratiques.

Elle soutient, intègre et formalise les besoins d'affaires, pilote le système d'information et assure un soutien professionnel aux utilisateurs au regard des règles officielles d'opérations et du fonctionnement du système informatique.

Finalement, elle regroupe toutes les activités de réception, de conservation, d'enregistrement et de diffusion de l'information sur les personnes représentées.

2.13 Direction médicale et du consentement aux soins

La Direction médicale et du consentement aux soins a pour mandat de traiter les demandes de consentement aux soins et autres mesures proposées à toute personne représentée par le Curateur public qui est inapte à consentir aux interventions qui lui sont proposées, ainsi que pour des personnes isolées inaptes à consentir. La Direction traite aussi les demandes d'accès au dossier médical de l'utilisateur pourvu d'un régime de protection.

Elle agit à titre d'experte-conseil auprès du curateur public dans le domaine de la santé et, plus spécifiquement, en ce qui concerne la santé des personnes représentées.

Elle conseille l'organisme sur ses orientations et stratégies d'intervention dans le domaine biomédical et participe aux réflexions sur les enjeux sociétaux et éthiques.

Elle agit à titre d'experte-conseil auprès des curateurs délégués des directions territoriales, de la Direction de l'administration des patrimoines ainsi que du personnel du Curateur public en général en matière d'inaptitude et sur les aspects reliés à la santé et aux services reçus par les personnes représentées.

Elle participe à la formation du personnel du Curateur public et des intervenants du réseau de la santé et des services sociaux sur les questions relatives à l'incapacité.

Enfin, la Direction assure le service de garde durant les heures de fermeture des bureaux du Curateur public et répond à toutes les demandes de consentement aux soins et aux urgences de toute nature.

2.14 Directions territoriales

Les quatre directions territoriales ont pour mandat d'offrir les services directs du Curateur public aux clientèles suivant les pouvoirs et les obligations que la loi énonce pour chacun des régimes et chacune des mesures de protection en vigueur. Elles doivent s'assurer que les services d'ouverture des régimes de protection publics et l'administration de ceux-ci et les activités de surveillance et d'assistance des régimes privés sont dispensés avec efficacité et compétence. Le Curateur public a de plus mis en place au cours des dernières années des points de service répartis sur le territoire pour assurer une accessibilité plus grande à ses services.

À l'égard de l'administration des régimes de protection publics, les directions territoriales assurent la protection et la représentation des personnes majeures déclarées incapables. À l'égard de l'administration des régimes de protection privés, les directions sont chargées de la surveillance des tutelles et des curatelles. De plus, elles informent et assistent les tuteurs et les curateurs qui le requièrent sur la façon de remplir leurs obligations.

Tous les employés du Curateur public sont susceptibles de recevoir un signalement concernant une personne incapable, présumée incapable ou qui a besoin de protection. Ces signalements sont pris en charge dans les directions territoriales en moins de deux jours dans la majorité des cas. Les signalements peuvent conduire à des interventions du réseau de la santé et des services sociaux et à l'ouverture de régimes de protection lorsque la situation l'exige; ils peuvent aussi conduire à une intervention de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

En ce qui a trait au mandat de protection, les directions territoriales sont tenues informées des mandats homologués. Elles interviennent auprès des mandataires ou de la personne représentée si un tiers leur signale une situation d'abus ou de négligence.

2.15 Direction de l'administration des patrimoines

La Direction de l'administration des patrimoines a pour mandat d'offrir les services de protection et d'administration des patrimoines des personnes représentées par le Curateur public suivant les pouvoirs et les obligations que la loi énonce pour les régimes de protection publics et autres mesures urgentes de protection des biens. Elle perçoit tous les revenus, paie toutes les dépenses, gère tous les actifs et passifs de la personne représentée. La Direction exerce un rôle de fiduciaire au bénéfice des personnes incapables. En collaboration avec les directions territoriales, elle s'assure que la gestion des patrimoines est exercée dans l'intérêt de la personne représentée.

La Direction de l'administration des patrimoines fournit une expertise en matière de fiscalité, d'assurances et de placement ainsi qu'en matière de gestion d'allocations, de frais d'hébergement, de biens, de meubles et d'immeubles. Elle fait également la remise à la personne ou aux ayants droit lorsque le régime prend fin.

2.16 Service des enquêtes

Le Service des enquêtes a comme mandat de mener des enquêtes en matière d'abus financiers auprès des personnes représentées, à partir de demandes faites par les directions du Curateur public et, plus particulièrement, les directions territoriales et la Direction de l'administration des patrimoines. Ces enquêtes visent à confirmer ou infirmer la présence d'un préjudice envers la personne incapable et à le quantifier. Le Service des enquêtes rédige un rapport pour faire suite à l'analyse des informations obtenues dans le cadre d'une enquête et il transmet le rapport au gestionnaire demandeur.

2.17 Direction générale des technologies de l'information

Bureau du directeur général

La Direction générale des technologies de l'information (DGTI) coordonne les activités d'une direction et de deux services au sein de l'organisation à savoir : la Direction du soutien à la gouvernance des technologies de l'information (DSGTI), le Service du développement en technologies de l'information (SDTI) et le Service de la production en technologies de l'information (SPTI).

La DGTI a la responsabilité de conseiller le curateur public en matière de ressources informationnelles, notamment à l'égard des stratégies visant à faire des technologies de l'information (TI) un levier de transformation et d'innovation pour l'amélioration des services au citoyen. Elle doit également conseiller l'ensemble de l'organisation en matière de budgets d'investissement, de gouvernance, de normes et de standards en technologies de l'information.

La DGTI a de plus le mandat d'établir les moyens pour : gérer de manière optimale les technologies de l'information; maintenir un cadre normatif de développement et de services opérationnels; réaliser les projets de développement et d'acquisition informatique; maintenir sécuritaire, fiable et performante l'infrastructure technologique et soutenir sa clientèle lors de dysfonctionnement technologique et lors de demandes en lien avec la production ou le développement.

Finalement, la DGTI représente le Curateur public auprès des instances gouvernementales TI; assume la fonction de dirigeant sectoriel de l'information et rend compte de ses actions auprès du dirigeant de l'organisation et des organismes centraux conformément à la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

2.18 Direction du soutien à la gouvernance des technologies de l'information

Les solutions technologiques mises de l'avant au Curateur public ont une incidence directe sur la performance organisationnelle et sont un investissement important pour la réalisation de la mission du Curateur public. Il importe que la gestion et les décisions en technologie de l'information favorisent cette performance et s'harmonisent avec les orientations stratégiques de l'organisation et du gouvernement. C'est le rôle de la DSGTI d'établir les mécanismes qui permettent d'assurer la cohérence entre les activités de la DGTI, la performance et les stratégies organisationnelles et gouvernementales.

Pour ce faire, la DSGTI élabore tous les documents relatifs à la stratégie, à la planification, aux conseils, aux façons de faire et à l'approbation des dossiers en matière de technologies de l'information. Elle voit aussi à la production des redditions de comptes qui permettent au dirigeant de l'organisation et aux organismes centraux d'apprécier l'atteinte des différents objectifs stratégiques et opérationnels de l'organisation.

Afin de s'assurer que les technologies de l'information soient gérées dans le souci de prioriser les bons investissements, de contribuer à réduire les coûts au sein de l'appareil public et de faciliter toujours davantage l'amélioration des services à la clientèle, la DGSTI assure l'intendance relative à la gestion des budgets, des contrats, des acquisitions, élabore et maintient les processus et façons de faire en matière de technologies de l'information et suit la réalisation du portefeuille des projets en ressources informationnelles.

2.19 Service du développement en technologies de l'information

Le Service du développement en technologies de l'information a le mandat de planifier, organiser et diriger les projets informatiques. Il voit au développement des solutions informatiques et à leur qualité.

Le service a également la responsabilité de développer et de maintenir les entrepôts de données et les indicateurs de gestion qui permettent au Curateur public de mesurer la performance opérationnelle et stratégique des services liés à sa mission : veiller à la protection des personnes inaptes.

2.20 Service de la production en technologies de l'information

Le Service de la production en technologies de l'information a le mandat de s'assurer du bon fonctionnement et du maintien des infrastructures matérielles, des infrastructures applicatives et des progiciels.

Il s'assure de la disponibilité et de la performance de l'environnement de production et offre un soutien aux utilisateurs pour toutes demandes concernant les technologies de l'information.

2.21 Comité de placement

Le Comité de placement a été institué en vertu de l'article 46 de la Loi sur le curateur public. Il a pour mandat de conseiller le Curateur public en matière de placement des biens dont ce dernier assume l'administration.

Le comité est constitué de trois membres nommés par le ministre responsable du Curateur public pour une période d'au plus trois ans ou jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Le comité doit tenir quatre réunions annuelles prévues par la loi. Lors de ces réunions, le Curateur public fait rapport de l'état de ses placements, gérés par le ministère des Finances du Québec. Le secrétariat du comité est assuré par le Curateur public.

2.22 Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées

Le Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées a été institué en vertu de l'article 17.1 de la Loi sur le curateur public. Il a pour mandat général de conseiller le curateur public en matière de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées. Plus spécifiquement, le comité conseille le curateur public sur tout sujet qu'il porte à son attention relativement à la protection et à la représentation des personnes déclarées inaptes ou protégées et lui soumet des recommandations ou des avis au besoin.

Le comité est formé de six personnes nommées par le ministre de la Famille pour un mandat d'au plus trois ans, renouvelable. Ces personnes sont connues dans leurs milieux respectifs pour leur engagement auprès des personnes inaptes ou protégées. Elles représentent également la diversité de la clientèle du Curateur public.

Le comité se réunit au moins deux fois l'an, ou au besoin, conformément aux règles de fonctionnement qu'il a adoptées. Le secrétariat du comité est assumé par le Curateur public.

2.23 Comité d'audit

Constitué sur l'initiative du Curateur public en août 2009, le comité d'audit a pour mandat de soutenir le curateur public dans tous les domaines relevant de sa compétence, notamment l'audit interne, la gestion intégrée des risques et l'audit des états financiers des comptes sous administration. Le comité fournit des conseils indépendants et objectifs ainsi qu'une évaluation quant à la pertinence des mécanismes de contrôle et des processus de reddition de comptes instaurés dans l'organisation.

Le comité est formé de cinq membres dont quatre externes nommés par le curateur public. Le comité est présidé par M. Normand Jutras, curateur public. Il se réunit au moins quatre fois par année. Le directeur de l'audit interne et de la gestion des risques du Curateur public participe aux réunions à titre de personne-ressource et de secrétaire du comité.

LES FAITS SAILLANTS

BUDGET DE DÉPENSES

Le budget de dépenses (crédits votés) du Curateur public passe de 50 143,7 K\$ en 2016-2017 à 51 630,7 K\$ en 2017-2018. Cette augmentation de 1 487,0 K\$ comprend 900,0 K\$ en rémunération, 487,0 K\$ en loyers de la S.I.Q. et 100,0 K\$ en amortissement.

L'utilisation des crédits renouvelables à la fin de l'exercice 2016-2017 se situe à 15,7 M\$.

BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements au Livre des crédits est passé de 7,1 M\$ en 2016-2017 à 4,1 M\$ en 2017-2018. Cette diminution de 3,0 M\$ est attribuable notamment à la révision du niveau des crédits d'immobilisations dans le cadre de l'élaboration de la programmation annuelle des ressources informationnelles du Plan québécois des infrastructures (PQI).

Question 1	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais etc.);e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
-------------------	--

Lieu et date	But du voyage	Personnes rencontrées	Coût	Nom des participants
Vancouver, Colombie-Britannique Du 4 juin au 9 juin 2016	Participation au Congrès annuel de l'Association nationale des tuteurs et des curateurs publics	Les dirigeants des organismes équivalent au Curateur public dans les autres provinces et territoires canadiens ainsi que des représentants de ces organismes.	2 249,63 \$	Normand Jutras, curateur public du Québec
Berlin, Allemagne Du 14 au 17 septembre 2016	Participation au 4ème congrès mondial des curatelles.	Tuteurs et curateurs de 17 pays	2 678,79 \$	Pierre Lamarche, directeur général des services aux personnes

Ventilation des coûts (en \$ canadien) :

	Vancouver	Berlin
Repas	371,43	383,69
Déplacement	851,51	1538,03
Hébergement	971,43	757,07
Autres, frais de séjour	55,26	
	<hr/> 2 249,63	<hr/> 2 678,79

Question 2	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d’organismes pour 2016-2017:</p> <p>a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</p> <p>b) les coûts ventilés;</p> <p>c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;</p> <p>d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.</p>
------------	--

Le Curateur public a effectué un voyage en avion au cours de l’année financière 2016-2017.

Itinéraire et date	Coûts ventilés	
	Frais de transport	Frais de voyage
Vancouver, Colombie-Britannique Départ : 4 juin 2016 - retour : 9 juin 2016	851,51 \$	1398,12 \$

<p>Question 3</p>	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>b) les noms des firmes de publicité retenues;</p> <p>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;</p> <p>e) le but visé par chaque dépense;</p> <p>f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;</p> <p>g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.</p>
--------------------------	--

Liste des dépenses en publicité

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*.

Objet de la dépense	Fournisseur	Mode d'octroi	Coûts
Articles promotionnels (Affiches sur le mandat de protection)	Paragraphe	De gré à gré	496 \$
Commandites	S. O.	S. O.	S. O.
Photographes	S. O.	S. O.	S. O.
Total			496 \$

Liste des dépenses en publicité faites par l’entremise du CSPQ

Il est à noter que ces dépenses sont faites sans contrat, puisque le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) négocie lui-même les achats.

Objet de la dépense	Fournisseur	Mode d'octroi	Coûts
Annonce des nouveaux membres du Comité de protection et de représentation	Publications du Québec	S. O.	960,28 \$
Communiqués de presse	CNW	S.O.	2 254,20 \$
Total			3 214,48 \$



Question 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.):
	Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :
	a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
	b) le but visé par chaque dépense;
	c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
	Par un professionnel ou par une firme externe:
	d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
	e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
	f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
	g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
	h) le but visé par chaque dépense;
	i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Il n'y a pas de dépenses associées à l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou d'autres événements par le Curateur public du Québec (a, b). Il n'y a pas non plus de dépenses associées à l'organisation et la tenue de conférences de presse ou d'événements médiatiques par une firme ou un professionnel externe. Aucun autre événement n'a été organisé.

Par contre, le Curateur public du Québec a tenu un stand dans certains événements, mais aucun professionnel ou firme de publicité n'a été impliqué dans ces projets (e).

c) Événements où le Curateur public a tenu un stand		
d) Sommes dépensées en 2016-2017	g) Nom des fournisseurs et consultants	i) Événement
1 050 \$	Entraînement Québec SENC	Salon de l'entraînement physique et du sport (10 et 11 septembre 2016)
30,44 \$	MRC de Pierre-de-Saurel	Salon des aînés et de la santé Pierre-de-Saurel (30 septembre 2016)
200 \$	FADOQ Richelieu- Yamaska	Salon FADOQ Richelieu- Yamaska (5 octobre 2016)
100 \$	Association lavalloise des personnes aidantes	Salon des aidants de Laval (7 novembre 2016)
390 \$	Top Expo Services d'exposition	Salon de l'habitation Chaudière-Appalaches (20 au 22 janvier 2017)
1 150 \$	Gestion du Salon de l'habitation Chaudière-Appalaches	Salon de l'habitation Chaudière-Appalaches (20 au 22 janvier 2017)
1 200 \$	APCHQ Région Mauricie-Lanaudière	Expo Habitat Lanaudière (17 au 19 février 2017)
648 \$	Tessier Services d'expositions	Expo Habitat Lanaudière (17 au 19 février 2017)

c) Événements où le Curateur public a tenu un stand		
350 \$	Colloque SCPD IUGM (Institut universitaire de gériatrie de Montréal)	Colloque IUGM : Symptômes comportementaux de la démence SCPD (16 mars 2017)
1 300 \$	ACVRQ inc. (Association des commerçants de véhicules récréatifs du Québec)	Salon du Véhicule récréatif de Québec (23 au 26 mars 2017)
65 \$	Centre périnatal Le Berceau	Salon des familles de la Vallée-du-Richelieu (26 mars 2017)
297,11 \$	Gestion du Salon de l'autisme TSA du Québec	Salon de l'autisme TSA du Québec (31 mars et 1 ^{er} avril 2017)

Question 5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l’organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;</p>
	<p>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>

Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l’organisme

Aucune formation en communication n’a été organisée par le ministère ou l’organisme (a, b, c).

Liste des dépenses en formation de communication organisée par un professionnel ou une firme externe

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

e) Fournisseurs	h) But visé par la dépense	i) Nombre de formations	d) Sommes dépensées en 2016-2017
Campus Infopresse	Cours de perfectionnement sur « <i>Organiser et paramétrer votre Google Analytics pour faciliter la mesure et la prise de décision</i> »	1 formation	110,00\$
Campus Infopresse	Cours de perfectionnement sur « <i>10 façons simples d’améliorer l’expérience utilisateur sur son site</i> »	1 formation	110,00 \$
Campus Infopresse	Cours de perfectionnement sur « <i>Comment maximiser le ROI de vos campagnes numérique en optimisant votre site et vos données web</i> »	1 formation	110,00\$
Évènements Les Affaires	Cours de perfectionnement d’un jour sur les « <i>Médias sociaux pour le secteur public</i> »	1 formation	595,00 \$
Évènements Les Affaires	Cours de perfectionnement de deux jours sur les « <i>Médias sociaux pour le secteur public</i> »	1 formation	1 285 \$
Total			2 210,00\$

<p>Question 6</p>	<p>La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.</p>
--------------------------	---

Ne concerne pas le Curateur public.

Question 7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant:</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>f) l'échéancier;</p> <p>g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p>
-------------------	--

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Direction générale des services aux personnes (Bureau du DG)		
Groupe Voyages VP	Acquérir des billets d'avion pour le 4ème congrès mondial sur la protection des adultes (Allemagne)	1 405,67
Direction du Soutien à la qualité et à la performance		
Pitney Bowes du Canada ltée	Acquérir des fournitures de bureau (3 contrats)	4 133,78
Tab Products of Canada	Acquérir des fournitures de bureau (4 contrats)	27 259,12
Direction territoriale Sud		
QRX Groupe de technologie enr	Acquérir des fournitures de bureau	1 611,00
STM	Acquérir des billets d'autobus pour les déplacements des employés	1 190,00
Direction territoriale de Montréal		
Commission scolaire de Montréal [CSDM] (CS de Montréal)	Fournir des services professionnels de formation : Perfectionnement du français écrit en milieu de travail	2 970,00
Fournitures de bureau Denis inc.	Acquérir des fournitures de bureau	1 073,26
Frais Café NPH inc.	Réunion annuelle du personnel de la Direction territoriale de Montréal	1 200,00
HEC Montréal	Fournir des services professionnels de formation dans le cadre de la gestion du comportement au travail	1 270,75
Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM)	Location de stationnement à la Direction territoriale de Montréal pour les investigateurs	1 878,67
Direction territoriale Nord		
Groupe Voyages VP	Acquérir des billets d'avion pour des visites de personnes représentées (4 contrats)	9 118,59

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Hôtel Comfort Inn & Suites St-Jérôme	Hébergement dans le cadre de formations d'employés des points de service de la Direction territoriale Nord	1 178,00
Hôtel Comfort Inn & Suites St-Jérôme	Hébergement d'employés des points de service dans le cadre de la réunion annuelle du personnel de la Direction territoriale Nord	1 159,14
Lyreco Canada	Acquérir des fournitures de bureau	1 220,20
Novexco inc.	Acquérir des fournitures de bureau	2 019,50
QRX Groupe de technologie enr	Acquérir des fournitures de bureau	2 972,06
Direction territoriale Est		
Corporate Express Canada, Inc.	Acquérir des fournitures de bureau	1 483,90
Informatique Pro-Contact inc.	Acquérir des fournitures de bureau (3 contrats)	4 090,46
Staples Advantage	Acquérir des fournitures de bureau	1 431,87
Direction de l'administration des patrimoines		
Publication CCH ltée	Acquérir diverses publications spécialisées sur la fiscalité fédérale	2 809,00
Direction du soutien à la gouvernance des TI		
Boileau, Suzanne	Fournir des services professionnels dans le domaine de la comptabilité des projets TI	9 987,50
Services du développement et de la production en TI		
Airwatch, LLC	Acquérir des licences pour le logiciel Airwatch	1 225,19
Ancile solutions inc.	Renouvellement du service de support informatique	8 262,17
Axon intégration & développement inc.	Acquérir le logiciel spécialisé d'automatisation des essais (ASKIDA)	20 250,00
Binatek inc.	Acquérir du matériel informatique (imprimantes)	3 117,98
Brault et Martineau	Acquérir du matériel audiovisuel pour la visioconférence (2 contrats)	2 739,00
Caseware Idea inc.	Renouvellement du droit d'utilisation annuel du logiciel IDEA	5 950,00
CBCI Télécom	Renouvellement du Contrat de soutien technique Cisco Smarnet	11 701,44
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition du système de visioconférence Ex-90 avec soutien technique	7 623,00
CBCI Télécom Canada inc.	Renouvellement du Contrat de soutien technique Cisco VCS	3 090,00
CDW Canada corp.	Acquisition d'unités de protection de l'alimentation électrique (3 contrats)	16 883,19
Cogeco Services Réseaux inc.	Services informatiques de réseaux	22 800,00

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Compugen inc.	Acquérir 15 licences MS Project standard	8 204,85
Compugen inc.	Renouvellement de l'assurance Windows CAL pour 3 ans	19 596,77
Compugen inc.	Acquérir du matériel informatique (imprimantes - 5 contrats)	19 414,25
Consolidex Solutions inc.	Acquisition de 12 licences pour l'activation de processeurs pour serveurs FUJITSU	20 833,08
Consulis environnement de bureau inc. (Boutique Ergoburo solution)	Acquérir du matériel informatique (2 contrats)	2 329,00
Courrier sécuritaire inc.	Renouvellement annuel de 100 licences du logiciel Courrier sécuritaire	2 115,00
Dell Canada inc.	Acquérir 20 ordinateurs portables Dell Latitude E5500	23 435,41
Dell Software Canada Inc.	Renouvellement du contrat de soutien technique des logiciels Toad pour Oracle.	2 770,71
Eclipsys Solutions inc.	Fournir des services professionnels de formation pour le projet de migration à Oracle 12G sous Solaris 11	3 000,00
Eclipsys Solutions inc.	Acquérir du matériel informatique (mémoire supplémentaire pour le serveur FUJITSU)	15 900,00
Eclipsys Solutions inc.	Acquérir du matériel informatique (serveur FUJITSU)	21 442,67
ESI Technologies de l'information inc.	Renouvellement du contrat annuel de soutien technique de Airwatch.	1 446,59
ESI Technologies de l'information inc.	Fournir des services professionnels pour l'installation et la configuration de la nouvelle solution de sauvegarde Veritas BackupExec	4 387,50
Fournitures de bureau Denis inc.	Acquérir des fournitures de bureau	1 400,96
Fresche Solutions inc.	Renouvellement annuel du contrat du soutien technique pour Media Speedware	1 500,00
Groupe Conseil Integrim inc., Le	Acquérir des numériseurs Kodak et des licences Kofax VRS avec service d'entretien (2 contrats)	25 089,00
Informatique Pro-Contact inc.	Acquérir des commutateurs Cisco pour les serveurs (2 contrats)	10 487,58
Informatique Pro-Contact inc.	Acquérir un système de réseau WIFI sécurisé pour tablettes électroniques (2 contrats)	4 819,99
Informatique Pro-Contact inc.	Acquérir un router Cisco ISR 4431 4GE	20 122,00
INSO	Acquérir des tablettes Androïde	1 058,20
INSO	Acquérir du matériel informatique (imprimantes)	8 347,80
MicroAge	Acquérir des tablettes androïde pour 2 projets pilote	12 864,00
MONOPRICE	Acquérir des fournitures électriques (câbles - 2	3 634,56

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
	contrats)	
Octopus-ITSM.Com inc.	Fournir des services techniques pour l'utilisation du logiciel Octopus	24 375,00
Oracle Canada ULC	Renouvellement annuel du contrat du soutien technique des composantes SUN (5 contrats)	23 033,16
Quantum Corporation	Renouvellement du contrat de soutien technique des disques Quantum.	3 538,66
Retraite Québec	Fournir des services professionnels pour le développement informatique de l'envoi électronique des feuillets T4A	2 645,00
SAP Canada inc.	Acquérir le logiciel Power AMC niveau Entreprise avec soutien technique (2 contrats)	12 990,66
Schneider-electric	Acquérir des batteries pour la salle des serveurs	2 586,83
Softchoice LP	Acquérir le logiciel Microsoft - Visio Standard 2016	13 336,95
Softchoice LP	Renouvellement annuel des licences Symantec	23 088,00
Solutions Victrix inc., Les	Renouvellement annuel du contrat du soutien technique de Palo Alto	7 053,17
Stanex inc.	Renouvellement annuel du contrat du soutien technique de l'onduleur UPS.	6 800,00
TAB SYSTEMS INC	Acquérir des Disques Data Domain X	1 005,01
Teknion Roy & Breton inc.	Acquérir une table de visioconférence pour la Direction territoriale Sud	1 848,65
Victrix conseil inc.	Renouvellement annuel du contrat du soutien technique de Palo Alto (complément)	3 805,95
Vsys Solutions	Acquérir des disques rigides pour les nouveaux serveurs en régions.	3 924,54
Direction générale des affaires juridiques (Bureau du DG)		
Bélanger Sauvé, S.E.N.C.R.L.	Fournir des services spécialisés dans le domaine juridique (3 contrats)	6 074,00
Boulet, Denise (avocate)	Fournir des services spécialisés dans le domaine juridique (3 contrats)	8 334,61
Cliche Lortie Ladouceur inc.	Fournir des services spécialisés dans le domaine juridique	4 016,93
Cyr et Minville, avocates, S.E.N.C.	Fournir des services spécialisés dans le domaine juridique	1 561,72
Éditions Yvon Blais inc., Les	Fournir l'accès à une base de données juridiques en ligne	4 763,00
Grygiel, Pierre	Fournir des services spécialisés dans le domaine juridique	1 059,45
KPMG S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	Fournir des services spécialisés dans le domaine juridique	1 460,00
Quintal, François (avocat)	Fournir des services spécialisés dans le domaine	3 693,25

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
	juridique (2 contrats)	
St-Onge et Assels Avocats inc.	Fournir des services spécialisés dans le domaine juridique	1 057,91
Wilson & Lafleur, limitée (Librairie)	Acquérir diverses publications spécialisées en droit	2 625,00
Direction des opérations juridiques		
Chambre des notaires	Fournir les services de recherche de mandats en prévision d'inaptitude (8 contrats)	11 136,52
Direction générale de l'administration, de la planification et des communications (Bureau du DG)		
Avec Plaisirs	Réunion annuelle du personnel de la Direction générale	1 436,65
Direction de la planification, des politiques et de la recherche		
Meltwater News Canada inc.	Fournir des services professionnels pour la veille stratégique	9 000,00
Direction des ressources financières et matérielles		
A.D.I. Art design international inc.	Acquérir du mobilier de bureau	1 937,03
Binatek inc.	Acquérir des fournitures de bureau (Cartouche d'encre pour imprimante laser pour l'impression des chèques - 2 contrats)	4 344,00
Complexe 600 RLO S.E.C	Fournir divers services d'entretien immobilier (2 contrats)	2 226,00
Corporate Express Canada, Inc.	Acquérir des fournitures de bureau (3 contrats)	4 374,14
Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc.	Fournir des services de déménagement de biens meubles	2 663,85
Fournitures de bureau Denis inc.	Acquérir des fournitures de bureau	1 229,91
Grand & Toy limitée	Acquérir des fournitures de bureau (11 contrats)	19 851,00
Informatique Pro-Contact inc.	Acquérir des fournitures de bureau	3 312,64
INSO	Fournir divers services d'entretien sur les télécopieurs	1 953,00
Kerr Norton	Acquérir des fournitures de bureau	1 000,00
Moore Canada Corporation	Acquérir du papier pour l'impression des chèques (2 contrats)	6 457,00
Néopost Canada limitée	Renouvellement du contrat de garantie pour les équipements de traitement du courrier	3 729,60
Ordre CPA	Séances de formation à l'ordre des CPA du Québec (2 contrats)	7 696,00
Produits sanitaires Sydco inc.	Acquisition de produits d'entretien	1 335,00

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
QRX Groupe de technologie enr	Acquérir des fournitures de bureau	3 093,06
Relocalisation Quali-T Plus inc. (9117-6479 Québec inc.)	Fournir des services de déménagement de biens meubles	3 632,50
Rogers Communications Canada inc.	Fournir des services de mobilités cellulaires (7 contrats)	32 081,37
Rogers Communications S.E.N.C.	Fournir des services de mobilités cellulaires (2 contrats)	6 676,74
Staples Advantage	Acquérir des fournitures de bureau (11 contrats)	19 674,91
Stericycle Communication Solutions, ULC	Fournir des services de centre d'appel (9 contrats)	17 099,06
STM	Acquérir des billets d'autobus pour les déplacements des employés	1 190,00
Teknion Roy & Breton inc.	Acquérir du mobilier de bureau	1 495,40
Direction des ressources humaines		
AFI expertise	Fournir des services professionnels de formation	2 730,00
Avec Plaisirs	Journée d'accueil des nouveaux employés du Curateur public du Québec	1 382,35
Barreau du Québec	Offrir des services de formation sur les personnes vulnérables	11 040,00
CIRA Services médicaux inc.	Fournir des services professionnels en expertise médicale	1 395,00
Cyclone Santé inc.	Fournir des services professionnels en expertise médicale (2 contrats)	2 400,00
Denis Jobidon M.D. inc.	Fournir des services professionnels en expertise médicale	1 420,00
École des Métiers de la Restauration et du Tourisme de Montréal (CS de Montréal)	Soirée de reconnaissance du personnel (retraités et 25 ans dans la fonction publique)	1 170,00
École internationale de langues YMCA	Services de formation sur le français écrit	1 500,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Fournir des services professionnels dans le cadre de la conception d'un plan de développement du personnel cadre	10 200,00
FFA	Fournir des services professionnels en expertise médicale (5 contrats)	8 925,00
Formation Qualitemps inc.	Offrir des services de formation sur Outlook	3 510,00
Gestion Conseil Mario Côté	Honoraires professionnels en gestion de changement	18 500,00
Lizotte Médico-Experts	Fournir des services professionnels en expertise médicale (2 contrats)	3 380,00

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Offrir des services de conférences sur les médias sociaux pour le secteur public	1 880,00
Néron Inc.	Achat de cadeaux pour la soirée de reconnaissance du personnel	5 664,50
Paul-André Lafleur M.D. inc.	Fournir des services professionnels en expertise médicale	1 250,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Formation au regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1 897,64
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Acquérir une trousse d'intervention sur la santé psychologique au travail	1 353,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Offrir des services de formation sur la santé psychologique au travail	2 925,00
Solutions & Co. enr.	Offrir des services de formation en qualité du service à la clientèle	3 043,00
Technologia Formation	Offrir des services de formation sur Excel	11 400,00
Versalys Formation	Offrir des services de formation sur Outlook	18 055
Direction des communications		
9160-3761 Québec inc.	Location d'emplacement pour le salon de l'Habitation Chaudière Appalaches 2017	1 150,00
ACVRQ	Location d'emplacement pour le salon du véhicule routier	1 300,00
Ass. des prof. de const. et habit. du Qc [APCHQ]-Maur.-Lan. inc.	Location d'emplacement pour le salon Expo Habitat Lanaudière	1 200,00
Communication CNW (Communication CNW Québec inc.)	Fournir un service de publication de communiqués sur le fil de presse gouvernemental	1 458,85
Entraînement Québec S.E.N.C.	Location d'un kiosque au Salon de l'entraînement physique et du sport	1 050,00
Enveloppe Laurentide inc.	Achat d'enveloppes pour les cartes d'anniversaire des personnes représentées (17 000 enveloppes)	1 563,83
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Fournir des services d'impression du "Guide à l'usage du curateur à un majeur et du conseil de tutelle"	12 082,00
Litho Chic inc.	Fournir des services d'impression du bulletin -Le Relais- des feuillets pour l'abonnement électronique	3 305,00
Litho Chic inc.	Fournir des services d'impression des cartes d'anniversaire pour les personnes représentées (17 000 cartes)	2 265,00
Provençal, Fanny	Fournir des services professionnels de révision linguistique du Rapport annuel de gestion	1 500,00

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Simon, Denis, (Designer Graphique Agr��)	Fournir un service professionnel de conception de la brochure et de l'affiche du plan stratégique 2016-2021 du Curateur public	2 105,00
SOM	Fournir des services professionnels de recherche qualitative sur la compréhension du document "Mandat de protection" par la population	11 400,00
Traduction Proteus inc.	Fournir des services professionnels de traduction (7 contrats)	9 750,80

Question 8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l’organisme public, comme il est prévu à l’article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l’organisme compile cette information et sous quel format.</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d’autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) les motifs de la demande;f) tout rapport d’évaluation, de vérification ou d’enquête produit concernant un de ces contrats.
-------------------	--

Aucune autorisation n’a été demandée relativement à l’article 17.

Question 9	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-------------------	--

DTI0318 – Services professionnels en développement Oracle

- a) Soumissionnaires :
 - Cofomo au montant de 11 791 749,60 \$;
 - Systematix Technologies de l'information au montant de : 10 797 111,00 \$.
- b) Choix du soumissionnaire retenu : Systematix Technologies de l'information / meilleur rapport qualité-prix (Prix ajusté le plus bas).

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question 10	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût;d) l’échéancier;e) dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
--------------------	---

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

<p>Question 11</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.) fournir pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) Une description de son mandat; f) La date de début de son mandat; g) La date prévue de fin de son contrat; h) Sa rémunération annuelle.
---------------------------	--

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (<https://www.seao.ca/>) ainsi qu'aux engagements de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.



Question 12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du projet;b) la nature du projet;c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;e) les plus récentes évaluations du coût du projet;f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :<ul style="list-style-type: none">- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années
--------------------	---

En 2016-2017, le Curateur public a poursuivi ses initiatives en vue d'optimiser ses activités et améliorer ses services à la clientèle, en s'appuyant sur la récente refonte de son système informatique. Les développements informatiques entrepris en 2016-2017 s'inscrivent dans cette démarche. Ces projets sont prévus au plan d'action annuel de l'organisation qui est issu de ses priorités stratégiques. Ils font également partie de la programmation annuelle des ressources informationnelles (PARI 2016-2017) du Curateur public au chapitre de ses projets et de ses travaux de continuité.

Les projets de développement informatique de plus de 100 000 \$ pour 2016-2017 sont présentés dans le tableau suivant. Ce tableau donne le statut des projets est en date du 28 février 2017.

Étude des crédits 2016-2017 Question 12 - Annexe Nom du projet informatique (A)							
	Nature du projet (B)	Montant initial prévu (D)	Opportunité pour du logiciel libre (L)	Sommes dépensées en 2016-2017 (F)	Dépense totale du projet en date du 28 fév 2017 (F)	Pourcentage d'avancement (I)	Nombre et liste des pénalités (M)
<i>Projet 2751 - Avis payeur SAAQ</i>	Développement applicatif	239 767 \$	S.O.	47 477 \$	209 470 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2754 - Automatisation des coûts de revient</i>	Développement applicatif	300 000 \$	S.O.	31 683 \$	183 579 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2773 - Traitement de masse</i>	Développement applicatif	931 500 \$	S.O.	99 497 \$	970 284 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2776 - Automatisation des requêtes d'ouverture de régime de protection</i>	Développement applicatif	218 925 \$	S.O.	36 444 \$	312 286 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2777 - Optimisation de la gestion des liquidités</i>	Développement applicatif	776 250 \$	S.O.	38 076 \$	515 513 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2778 - Optimisation des assurances, placements, immeubles et meubles</i>	Développement applicatif	941 850 \$	S.O.	196 083 \$	937 962 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2785 - Optimisation des traitements spécialisés liés à la protection des personnes</i>	Développement applicatif	883 590 \$	S.O.	157 787 \$	485 769 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2787 - Effets du passage en phase remise sur les éléments budgétaires</i>	Développement applicatif	155 255 \$	S.O.	13 868 \$	153 384 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2790 - Gestion des honoraires</i>	Développement applicatif	320 725 \$	S.O.	17 577 \$	210 659 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2792 - Gestion des encaissements et des décaissements après clôture</i>	Développement applicatif	224 000 \$	S.O.	132 075 \$	132 075 \$	68%	S.O.
<i>Projet 2793 - Changements aux mesures et processus fiscaux pour 2015</i>	Développement applicatif	398 001 \$	S.O.	73 480 \$	393 850 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2795 - Modifications à l'administration et aux modalités de versement des allocations du programme CIS</i>	Développement applicatif	341 635 \$	S.O.	308 445 \$	308 445 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2800 - Mécanisme de conservation des honoraires</i>	Développement applicatif	169 297 \$	S.O.	18 527 \$	155 480 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2801 - Essais automatisés des traitements des honoraires</i>	Développement applicatif	266 276 \$	S.O.	16 847 \$	190 366 \$	100%	S.O.
<i>Projet 2803 - Calcul automatisé de la valeur dégagée à la remise</i>	Développement applicatif	395 584 \$	S.O.	231 733 \$	231 733 \$	63%	S.O.
<i>Projet 2807 - Optimisation du contrôle des mouvements d'encaisse en phase Remise</i>	Développement applicatif	308 758 \$	S.O.	93 536 \$	93 536 \$	30%	S.O.
<i>Projet 2808 - Optimisation de la prise en charge du patrimoine</i>	Développement applicatif	491 509 \$	S.O.	11 420 \$	11 420 \$	2%	S.O.
<i>Projet 2812 - Optimisation des traitements pour la production des déclarations fiscales</i>	Développement applicatif	545 313 \$	S.O.	86 323 \$	86 323 \$	24%	S.O.
<i>Projet 9015 - Surveillance privé (gestion des risques)</i>	Développement applicatif	948 459 \$	S.O.	322 017 \$	754 394 \$	100%	S.O.
<i>Projet 9024 - Cheminement des réévaluations (nouveau formulaire)</i>	Développement applicatif	513 111 \$	S.O.	11 546 \$	524 906 \$	100%	S.O.

Question 13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) le distributeur d'eau de source;f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <p style="margin-left: 40px;">I. a) au Québec;</p> <p style="margin-left: 40px;">II. b) à l'extérieur du Québec.</p>
--------------------	--

DÉPENSES POUR LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

a) Photocopie	59 380 \$
b) Mobilier de bureau	7 526 \$
c) Ameublement de bureau	3 809 \$
d) Location ou achat d'encadrement	0 \$
e) Distributeurs d'eau de source	0 \$
f) Frais de transport	199 134 \$
g) Frais d'hébergement	53 620 \$
h) Frais de repas	42 784 \$
i) Frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) Dépenses relatives à la participation à des congrès, colloques et tout type de perfectionnement ou ressourcement (incluant les salaires)	
I.a) au Québec	
Montant pour l'année financière 2016-2017	504 996 \$
II.b) à l'extérieur du Québec	
Montant pour l'année financière 2016-2017	8 148 \$



Question 14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables;j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;k) le coût des frais d'itinérance;l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
--------------------	--

a) Nombre de téléphones cellulaires	104 \$
b) Nombre de tablette électronique utilisé (inclus au point « j »)	
c) Nombre de téléavertisseurs	0 \$
d) Coût d'acquisition des appareils	691,20 \$
e) Coût d'utilisation des appareils	59 152,93 \$
f) Coût mensuel des contrats téléphoniques depuis le 1^{er} avril 2013	
Contrat CSPQ juin 2012-juin 2015 (prolongé jusqu'à 2017) :	
▪ Téléphones cellulaires Bell 18,25 \$ / Rogers 9,75 \$ / mois	
▪ Blackberry, Samsung Galaxy SII LTE et iPhone Rogers 29,75 \$ / mois	
Contrat CSPQ janvier 2016 -juin 2025 :	
▪ Téléphones cellulaires Rogers 9,20 \$ / mois	
▪ Samsung Galaxy S2, S3, S4 et iPhone Rogers 33,90 \$ / mois	
g) Noms des fournisseurs	
▪ Depuis le 1 ^{er} avril 2013, le Curateur public a adhéré au regroupement d'achats du CSPQ et les fournisseurs désignés sont la firme Rogers Wireless et Bell (pour les téléphones cellulaires pour les régions éloignées).	
▪ Depuis le 18 janvier 2016, le Curateur public a adhéré au regroupement d'achats du CSPQ et les fournisseurs désignés sont la firme Rogers Wireless et Telus (pour les téléphones cellulaires pour les régions éloignées).	
h) Nombre de minutes utilisées	
i) Ordinateurs portables (coût)	35 453,28\$
j) Nombre d'ordinateurs portables utilisés (incluant tablette élect.)	198 \$
k) Coût des frais d'itinérance	176,72 \$
l) Coût de résiliation	2 290 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<p>Question 15</p>	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none">a) b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); a) 35 ans et plus et b) 35 ans et moins;c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) – le coût moyen par employé, selon la classe de travail;f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;o) le nombre d'employés permanents et temporaires;p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ.q) le nombre de postes abolis, ventilé par corps d'emploi.r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
---------------------------	---

Pour l'année financière 2016-2017

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Voir les tableaux ci-joints.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

5 489 jours de maladie payés à 100 %

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus

moins de 10 jours = 321 personnes

de 10 à 50 jours = 246 personnes

de 50 à 100 jours = 80 personnes

100 jours et plus = 59 personnes

e) Le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

Voir le tableau ci-joint.

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

12 376 jours de vacances

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus

moins de 10 jours = 463 personnes

de 10 à 50 jours = 234 personnes

de 50 à 100 jours = 7 personnes

100 jours et plus = 2 personnes

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Voir les tableaux ci-joints.

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

Voir les tableaux ci-joints.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Voir les tableaux ci-joints.

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Voir les tableaux ci-joints.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) Le nombre de postes abolis, ventilé par corps d'emploi

Aucun poste n'a été aboli au net.

r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

FICHE SYNTHÈSE

Question 15_a_b													
Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2016-2017													
Répartition par tranches d'âge		Moins de 35 ans						35 ans et plus					
Catégories		Femmes		Hommes		Total		Femmes		Hommes		Total	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Aucune catégorie		0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel d'encadrement		0	0,0%	1	0,9%	1	0,9%	15	2,5%	18	3,1%	33	5,6%
Professionnels		58	50,0%	12	10,3%	70	60,3%	197	33,4%	89	15,1%	286	48,6%
Fonctionnaires		32	27,6%	13	11,2%	45	38,8%	210	35,7%	60	10,2%	270	45,8%
Total		90	77,6%	26	22,4%	116	100,0%	422	71,6%	167	28,4%	589	100,0%
Proportion par tranche d'âge		16,5%						83,5%					

Note : Données fournies par le système SAGIR

FICHE SYNTHÈSE

Question 15_a_b		Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, des anglophones, des autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2016-2017											
Répartition par tranches d'âge		Moins de 35 ans						35 ans et plus					
Catégories		Personnes handicapées		Communautés culturelles		Anglophones		Autochtones		Personnes handicapées		Communautés culturelles	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Aucune catégorie		0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel d'encadrement		0	0,0%	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,1%
Professionnels		0	0,0%	10	1,4%	0	0,0%	0	0,0%	6	0,9%	37	5,2%
Fonctionnaires		0	0,0%	15	2,1%	0	0,0%	0	0,0%	8	1,1%	91	12,9%
Total		0	0,0%	26	3,7%	0	0,0%	0	0,0%	14	2,0%	129	18,3%

Note : Données fournies par le système SAGIR

FICHE SYNTHÈSE

Question 15_a_b	Total du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, des anglophones, des autochtones et des communautés culturelles en poste au Curateur public du Québec pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), toutes tranches d'âge confondues, pour 2016-2017											
Répartition par groupes	Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Communautés culturelles		Anglophones		Autochtones	
Catégories	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Aucune catégorie	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel d'encadrement	15	2,1%	19	2,7%	0	0,0%	2	0,3%	0	0,0%	0	0,0%
Professionnels	255	36,2%	101	14,3%	6	0,9%	47	6,7%	6	0,9%	1	0,1%
Fonctionnaires	242	34,3%	73	10,4%	8	1,1%	106	15,0%	0	0,0%	2	0,3%
Total	512	72,6%	193	27,4%	14	2,0%	155	22,0%	6	0,9%	3	0,4%

Note : Données fournies par le système SAGIR

FICHE SYNTHÈSE

Curateur public du Québec

Question 15 e)- Heures supplémentaires																
Objet		Catégories de personnel		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	Total
Heures effectuées	Cadres			7					8	16	23,5	29,25	12			95,75
	Professionnels			571,75	743,07	842,09	596,10	739,51	776,93	778,55	931,32	674,72	682,99	764,78	189,58	8 291,39
	Personnel bureau et techniciens			407,67	332,18	344,39	270,05	416,83	396,56	302,25	278,96	336,91	261,83	577,35	148,10	4 073,08
	TOTAL HRS			986,42	1 075,25	1 186,48	866,15	1 156,34	1 181,49	1 096,80	1 233,78	1 040,88	956,82	1 342,13	337,68	12 460,22
	Heures payées			7					8	16	23,5	19,75	5,25			79,50
Heures compensées en congé	Cadres	Nb heures														
		Coût total							436,54 \$	555,27 \$	1 012,81 \$	907,54 \$	215,36 \$			3 449,22 \$
	Professionnels	Nb heures														
		Coût total														
	Personnel bureau et techniciens	Nb heures														
Heures compensées en congé		Coût total														
	Hrs totales payées			608,54	629,90	741,98	573,28	865,10	757,62	673,89	825,04	748,68	642,71	965,12	231,62	8 263,48
	Coût hrs payées			26 129,91 \$	26 808,49 \$	31 057,93 \$	23 627,61 \$	37 352,27 \$	32 304,87 \$	28 841,88 \$	35 888,80 \$	32 694,55 \$	27 418,04 \$	41 764,02 \$	10 662,40 \$	354 550,77 \$
	Cadres	Nb heures														
		Coût total														
Heures compensées en congé	Professionnels	Nb heures														
		Coût total														
	Personnel bureau et techniciens	Nb heures														
		Coût total														
	Hrs totales compensées			377,88	445,35	444,50	292,87	291,24	423,87	422,91	408,74	292,20	314,11	377,01	106,06	4 196,74
COÛT TOTAL			15 700,59 \$	19 165,81 \$	18 754,09 \$	11 760,66 \$	11 996,88 \$	17 743,38 \$	17 276,19 \$	17 354,40 \$	12 081,34 \$	13 436,33 \$	15 115,36 \$	4 321,41 \$	174 706,44 \$	
			41 830,50 \$	45 974,30 \$	49 812,02 \$	35 388,27 \$	49 349,15 \$	50 048,25 \$	46 118,07 \$	53 243,20 \$	44 775,89 \$	40 854,37 \$	56 879,38 \$	14 983,81 \$	529 257,21 \$	

N/A = non applicable

Note : Données fournies par SAGIP en date du 2017-03-17

Le nombre d'employés ayant effectué des heures supplémentaires n'a pas été comptabilisé, par conséquent le coût moyen par employé n'est pas disponible.

FICHE SYNTHÈSE

Question 15 J Effectifs réguliers du Curateur public pour 2016-2017 (personnel en place) par territoire habituel de travail						
Région no.	Objet	Personnel d'encadrement	Professionnels	Personnel de bureau	Techniciens et assimilés	Total
01	Bas Saint-Laurent (Rimouski)	0	3	0	0	3
02	Saguenay/Lac-Saint-Jean	0	4	0	0	4
03	Capitale-Nationale	3	26	6	14	49
04	Mauricie (Trois-Rivières)	0	5	0	0	5
05	Estrie (Sherbrooke)	0	7	0	4	11
06	Montréal	25	219	53	110	407
07	Outaouais (Gatineau)	0	2	0	0	2
08	Abitibi-Témiscamingue (Rouyn)	0	3	0	0	3
15	Laurentides (Saint-Jérôme)	3	22	5	17	47
16	Montréal (Longueuil)	3	19	4	11	37
17	Centre-du-Québec (Victoriaville)	0	2	0	2	4
	Total	34	312	68	158	572*

Personnel d'encadrement incluant les deux postes appartenant aux emplois supérieurs.

Note: Données fournies par SAGIR en date du 2017-02-28

* Correspond à 1 044 643,6 heures rémunérées

FICHE SYNTHÈSE

Question 15 k) et l) - Employés bénéficiant en 2016-2017 d'un traitement additionnel pour complexité et employés bénéficiants d'un traitement supérieur à celui prévu						
Objet	Aucune catégorie	Personnel d'encadrement	Professionnels	Techniciens et personnel de bureau	Ouvriers	Total
k) Employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche accomplie	0	0	57	0	0	57
l) Employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie	0	1	5	4	0	10

K) : Données fournies par SAGIP en date du 13 mars 2017

l) Données fournies par SAGIR au 28 février 2017

Définitions:

k) Traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche: personnel ayant une prime de complexité supérieure de niveau expert ou émérite.

l) Salaire supérieur à l'échelle de traitement: personnel ayant un traitement hors échelle.

FICHE SYNTHÈSE

Question 15 M - Effectifs réguliers et occasionnels du Curateur public pour 2016-2017 par territoire habituel de travail.				
Objet	Personnel d'encadrement *	Professionnels	Techniciens et personnel de bureau	Total
Montréal (06)	25	246	230	501
Capitale-Nationale (03)	3	36	29	68
Saguenay/Lac-Saint-Jean (02)	0	6	0	6
Bas Saint-Laurent (Rimouski) (01)	0	3	0	3
Laurentides (Saint-Jérôme) (15)	3	24	28	55
Mauricie (Trois-Rivières) (04)	0	5	0	5
Abitibi-Témiscamingue (Rouyn) (08)	0	3	0	3
Outaouais (Gatineau) (07)	0	2	0	2
Montréal (Longueuil) (16)	3	21	22	46
Estrie (Sherbrooke) (05)	0	8	4	12
Centre-du-Québec (Victoriaville) (17)	0	2	2	4
Total	34	356	315	705

* Incluant le poste du dirigeant d'organisme

Question 16	<p>a) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;</p> <p>b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>c) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraites qui seront versées;</p> <p>d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
--------------------	--

- a) **Nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et 2017-2018:**
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.
- b) **Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines pour 2016-2017 :** 18
- c) **Nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 :** 26
- d) **Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**
Au cours de l'année 2016-2017, le Curateur public du Québec a embauché 11 ex-employés retraités pour un contrat d'une durée inférieure ou égale à cinquante-cinq jours travaillés, conformément aux règles gouvernementales en vigueur.

Question 17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d’eux :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l’emplacement de la location;b) la superficie totale pour chaque local loué;c) la superficie totale réellement occupée;d) la superficie inoccupée;e) le coût de location au mètre carré;f) le coût total de ladite location;g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2016, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;h) la durée du bail;i) le propriétaire de l’espace loué;j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
--------------------	---

Les coûts d’aménagement réalisés au Curateur public, depuis le 1^{er} avril 2016 et le bureau visé.

MONTRÉAL - 600, boul. René-Lévesque Ouest (Siège social) (Propriétaire : Complexe 600 RLO S.E.C.) Nouveau local (rez-de-chaussée Ouest)	
Coût aménagement (amorti sur 60 mois)	182 410,88 \$

Liste des baux pour les espaces loués

MONTRÉAL - 600, boul. René-Lévesque Ouest (Siège social) (Propriétaire : Complexe 600 RLO S.E.C.)	
Superficie locative en mètre carré	10 305,38
Coût annuel	2 501 264,03 \$
Durée Renouvellement / Préavis	10 ans Annuel / 24 mois

MONTRÉAL – 1425, boul. René-Lévesque Ouest (entrepôt) (Propriétaire : Complexe 1425 RLO S.E.C.)	
Superficie locative en mètre carré	403,12
Coût annuel	50 439,84 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Prolongation 1an Annuel / 12 mois

QUÉBEC - 400 boul. Jean-Lesage (Direction territoriale – Région Est) (Propriétaire : Édifice Les Façades Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	2 103,48
Coût annuel	300 107,06 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Prolongation 1an Annuel / 12 mois

TROIS-RIVIÈRES – 25, Rue Des Forges, 3 ^e étage (Point de service – Région Nord) (Propriétaire : Développement Olymbec inc.)	
Superficie locative en mètre carré	429,45
Coût annuel	55 703,23 \$
Durée	5 ans
Renouvellement / Préavis	Mensuel / 6 mois

LONGUEUIL – 201, Place Charles-Lemoyne (Direction territoriale – Région Sud) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	1 235,13
Coût annuel	170 949,79 \$
Durée	Aucune, propriété de la SIQ
Renouvellement / Préavis	

SAINT-JÉRÔME – 222, rue Saint-Georges (Direction territoriale – Région Nord) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	1 694,37
Coût annuel	250 216,45 \$
Durée	Aucune, propriété de la SIQ
Renouvellement / Préavis	

RIMOUSKI – 337, Rue Moreault (Point de service – Région Est) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	158,25
Coût annuel	25 976,06 \$
Durée	Aucune, propriété de la SIQ
Renouvellement / Préavis	

SHERBROOKE – 200, rue Belvédère Nord (Point de service – Région Sud) (Propriétaire : 2423-5632 Québec Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	354,46
Coût annuel	68 424,07 \$
Durée	30 ans
Renouvellement / Préavis	Annuel / 12 mois

SAGUENAY – 227, rue Racine Est (Point de service – Région Est) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	190,24
Coût annuel	34 536,70 \$
Durée	Aucune, propriété de la SIQ
Renouvellement / Préavis	

ROUYN-NORANDA – 255, avenue Principale (Point de service – Région Nord) (Propriétaire : Développement Tétra Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	121,06
Coût annuel	18 674,70 \$
Durée	En négociation
Renouvellement / Préavis	Annuel / 12 mois

GATINEAU – 16, rue Impasse de la Gare-Talon (Point de service - Région Nord) (Propriétaire : 102662 Canada Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	149,71
Coût annuel	39 625,30 \$
Durée	3 ans
Renouvellement / Préavis	Annuel / 6 mois

VICTORIAVILLE – 62, rue Saint-Jean-Baptiste (Point de service - Région Sud) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	220,97
Coût annuel	25 108,60 \$
Durée	Aucune, propriété de la SIQ
Renouvellement / Préavis	

MONTRÉAL – 1155, boul. Robert-Bourassa (P.S.T.I.) (Propriétaire : 4010205 Canada Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	1 029,25
Coût annuel	248 381,43 \$
Durée	Fin du bail le 14 février 2017
Renouvellement / Préavis	

MONTRÉAL – 454, Place Jacques-Cartier (Direction territoriale – Région Centre) (Propriétaire : Édifice Le Coin Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	2 303,79
Coût annuel	445 036,35 \$
Durée	En négociation
Renouvellement / Préavis	Annuel / 12 mois

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

Question 18	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ou les dates des travaux;b) les coûts;c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-------------	--

Il n'y a pas eu de travaux de cet ordre au Curateur public du Québec en 2016-2017.

Question 19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;b) le titre de la fonction;c) l'adresse du port d'attache;d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;e) la prime de départ versée, le cas échéant;f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;h) la description de tâches;i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;j) le nombre total d'employés au cabinet;k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
--------------------	---

Cette question ne concerne pas le Curateur public du Québec.

Question 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
-------------	--

Le Curateur public du Québec n'a versé aucune somme d'argent au cours de l'année financière 2016-2017 à titre discrétionnaire.

Question 21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n’occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l’assignation initiale et l’assignation actuelle;e) la date de l’assignation hors structure;f) la date de la fin de l’assignation, s’il y a lieu.
-------------	--

Il n’y a pas de personnel hors structure rémunéré par le Curateur public et qui n’occupe aucun poste en 2016-2017.

Question 22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s’il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 23	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé, en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);b) prévisions pour 2017-2018;c) par catégorie d’âge.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 24	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
-------------	---

Il n'y a aucun poste aboli au Curateur public en 2016-2017.

Question 25	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présentez l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.
-------------	--

La réponse est à la question 15 j).

Question 26	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé et le nom de l'organisme;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l’assignation initiale;e) l'assignation actuelle;f) la date de l’assignation hors structure;g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).
-------------	--

Il n’y a pas de personnel rémunéré par le Curateur public et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

Question 27	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
--------------------	---

Titre	Fournisseur	Quantité	Coût \$
Accès à l'information & PRP	Wolters Kluwer	1	1 329,30
Accès à l'information	Éditions Yvon Blais	2	367,19
Club de presse Blitz	Blitz 24 inc	1	665,00
Code civil du Québec	Éd. Wilson & Lafleur	2	157,50
Code de procédure civile	Éd. Wilson & Lafleur	2	157,50
Développement humain, changement social	EBSCO	1	95,00
Guide COM et Guide Médias	Infopresse	2	79,99
Intervention	EBSCO	1	65,00
Journal de Montréal	Journal de Montréal	1	135,20
Le bel âge	EBSCO	1	32,95
Le Devoir	Le Devoir	2	186,74
Magazine Équilibre	ACSM – Montréal	1	40,00
Meltwater	Meltwater	1	9 000,00
Nouvelles pratiques sociales	Érudit	1	110,00
Profession Santé	EBSCO	1	118,26
Protégez-vous	EBSCO	1	64,95
Québec Science	EBSCO	1	46,00
Revue canadienne du vieillissement	Association canadienne de gérontologie	1	250,00
Revue de droit de McGill	EBSCO	1	113,60
Revue de la protection des mineurs et des adultes	Schulthess	1	194,54
Revue du Notariat	Chambre des notaires	1	85,00

Revue francophone de la déficience intellectuelle	Érudit	1	96,00
Revue Gestion (abonnement corporatif)	HEC Montréal	1	500,00
Santé mentale au Québec	Érudit	1	122,00
Service social	Érudit	1	164,00
The Gazette	The Gazette	1	404,76
Vie & vieillissement	Association québécoise de gérontologie	1	103,48
Vivre ensemble	EBSCO	1	72,75
Services Mise à jour Code civil et Code Proc. civile	Les Éditions juridiques FD Inc.	2	205,80
Services Mise à jour Code Procédure civile annoté	Les Éditions juridiques FD Inc.	2	147,00
L'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, santé et services sociaux – Mises à jour 18, 19 et 20	Wolters Kluwer	3	1882,65
L'accès à l'information et la protection des renseignements personnels – Mises à jour 33, 34, 35 et 36	Wolters Kluwer	4	2 522,10
EXPCIVIL / EXPRESS 1 à 4 ACCES INCLUS	SOQUIJ	1	597,87
ACCESAZIM / FRAIS CODE D'ACCÈS – AVRIL 2016 À MARS 2017	SOQUIJ	12	289,94
ACCÈS À L'INFO : LOI ANNOTÉE MAJ. 33, 34, 35 ET 36	Éditions Yvon Blais	4	332,00
La Référence Droit québécois Frais pour services en ligne (1 ^{er} août 2016 au 31 juillet 2017)	Éditions Yvon Blais	1	5 476,26
Frais de justice législation annoté MAJ. 16-1, 16-2, 16-3 et 17-1	Éditions Yvon Blais	4	391,85
DROIT DE SANTÉ LOIS & RÈGLEMENTS 2016 MAJ 2	Éditions Yvon Blais	4	449,55
Mise à jour / Abonnement annuel du Code civil du Québec	Les Éditions Wilson & Lafleur	16	1249,74
Mise à jour / Abonnement annuel du Code de procédure civile	Les Éditions Wilson & Lafleur	16	1249,74
Abonnement annuel Code Criminel	Les Éditions Wilson & Lafleur	3	256,77
Alter Ego : Chartes des droits de la personne, Édition 2016	Les Éditions Wilson & Lafleur	1	119,70
Alter Ego : Code de procédure civile : Édition 2017 (5 copies)	Les Éditions Wilson & Lafleur	5	551,25

Total:

30 479 \$

Question 28	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.
-------------	---

Aucune somme n’a été déboursée par le Curateur public du Québec à cet égard.

<p>Question 29</p>	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web;</p> <p>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</p> <p>c) les coûts de construction du site;</p> <p>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</p> <p>e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</p> <p>f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);</p> <p>g) la fréquence moyenne de mise à jour;</p> <p>h) le responsable du contenu sur le site.</p>
---------------------------	---

a) Le nom du site Web

Le site Web du Curateur public ne répond à aucune appellation particulière.

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Le site Web du Curateur public a été conçu par RNC Média.

c) Les coûts de construction du site

Aucuns travaux de construction n'ont eu lieu au 1^{er} au 28 février 2017.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement, l'entretien et la mise à jour n'ont entraîné aucuns coûts du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucuns travaux de modernisation ou de refonte n'ont eu lieu du 1^{er} avril 2016 au 28 avril 2017.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

- 25 fois par mois
- Quotidiennement (bases de données)

h) Le responsable du contenu sur le site.

M. Charles Latour, Direction des communications

Question 30	<p>Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:</p> <p>a) la liste;</p> <p>b) le nom de la personne;</p> <p>c) les mandats de chacune de ces personnes;</p> <p>d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;</p> <p>e) le résultat du travail effectué;</p> <p>f) les échéances prévues;</p> <p>g) les sommes impliquées.</p>
-------------	---

Voir la réponse à la question 7.

Question 31	Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
-------------	--

Cette question ne concerne pas le Curateur public du Québec.

Question 32	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2015-2017:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;c) le nombre total de demandes reçues;d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
--------------------	---

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel de gestion 2016-2017 du Curateur public du Québec.

Question 33	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le coût (déplacements, etc.);b) le nombre de ressources affectées;c) le nombre de rencontres;d) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;e) l’objet;f) les dates.
--------------------	---

Cette question ne concerne pas le Curateur public du Québec.

Question 34	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 35	La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

Question 36	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2016-2017 les prévisions pour 2017-2018.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 37	L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevance, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2017-2018.
-------------	---

L’information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2016-2017 du Curateur public.

Question 38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-------------	---

Le Curateur public du Québec ne reçoit aucune somme d'argent du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Question 40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
-------------	---

Durant l'année financière 2016-2017, un montant de 71 700 \$ a été versé pour des bonis pour rendement exceptionnel.

Question 41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
-------------	--

Aucune prime de départ ou montant pour bris de contrat ont été versé en 2016-2017.

Question 42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 43	<p>Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :</p> <ul style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
-------------	---

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre au Curateur public du Québec qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question 44	<p>Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :</p> <ul style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Question 45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
--------------------	---

Comité de placement

Le comité de placement est formé de trois personnes. Les membres de ce comité sont :

- M^{me} Louise Charrette
- M. Gilles Chouinard
- M. Michel Toupin

Mandat

Institué en vertu de la Loi sur le curateur public (art. 46), ce comité a pour mandat de conseiller le Curateur public en matière de placement des biens dont ce dernier assume l'administration.

Honoraires

Comme les membres du comité de placement ne sont pas des employés rémunérés du secteur public québécois, ils reçoivent, en vertu du décret 1168-98 du 9 septembre 1998, des honoraires de 250 \$ par réunion. Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017, le Curateur public a versé 3 500 \$ en honoraires aux membres du comité de placement.

Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées

Le comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées est formé de six personnes. Les membres de ce comité sont :

- M. Paul-Antoine Beaudoin
- M^{me} Nathalie Drouin
- M^{me} Sarita Israël
- M^{me} Yvette Lajeunesse
- M. Jocelin Lecomte
- M^{me} Louise Francoeur

Mandat

Institué en vertu de la Loi sur le curateur public (art. 17.1), ce comité a pour mandat général de conseiller le Curateur public en matière de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées.

Honoraires

En vertu du décret 753-2000 du 15 juin 2000, deux membres peuvent recevoir une rémunération de 250 \$ par réunion, car ils sont retraités du secteur public québécois. Les autres membres du comité sont des employés rémunérés du secteur public québécois et ne reçoivent donc aucune rémunération pour participer aux réunions. Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017, le Curateur public a versé 250\$ en honoraires. Cette situation s'explique puisqu'un seul membre s'est prévalu de ses honoraires, et ce, pour une seule rencontre.

Comité d’audit

Le comité d’audit est formé de cinq personnes et présidé par le curateur public. Les membres de ce comité sont :

- M. Jacques Bisson
- M^{me} Diane Leblanc
- M^{me} Christiane Lecompte
- M^{me} Marjolaine Loiselle

Mandat

Le comité d’audit est institué par le curateur public pour l’appuyer dans le suivi des processus et des systèmes de gouvernance, de contrôle et de reddition de comptes. Le mandat du comité consiste à offrir un regard objectif en formulant des observations et des conseils sur des enjeux liés à la gouvernance, aux risques, aux contrôles, aux exigences réglementaires et, enfin, à la qualité de l’information, de la surveillance et de la reddition de comptes qu’effectue la haute direction.

Honoraires

Les honoraires des membres du comité d’audit sont déterminés par le Curateur public du Québec. Actuellement, tous les membres externes reçoivent des honoraires de 250 \$ par réunion. Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017, le Curateur public a versé 2 250 \$ en honoraires aux membres du comité d’audit.

Question 46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
-------------	--

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Question 47	Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 48	Liste des situations en 2016-2017 où s’est appliqué le principe du cran d’arrêt, tel qu’il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 49	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 50	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
-------------	--

Ne s’applique pas au Curateur public.

Question 51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.
-------------	--

Ne s’applique pas au Curateur public.

Question 52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l’implantation de la stratégie maritime).

Question 53	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l’implantation de la stratégie maritime).

Question 54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Question 55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

Question 56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Question 57	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires.

<p>Question 58</p>	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p><u>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
---------------------------	---

Le montant initial et final des contrats est disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

<p>Question 59</p>	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :</p> <p>a) la dépense totale (opération et capital);</p> <p>b) les grands dossiers en cours;</p> <p>c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;</p> <p>d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;</p> <p>e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.</p>
---------------------------	--

Dépenses¹
2016-2017

La dépense totale (opération et capital) en informatique

La dépense totale d’opération du Curateur public au 31 mars 2017 en ressources informationnelles se ventile comme suit :

Dépenses d’opération au 31 mars 2017 :	2 425 446\$
Salaires de fonctionnement au 31 mars 2017 :	2 996 770\$
Total des dépenses d’opération :	5 422 216\$

La dépense totale en capital du Curateur public au 31 mars 2017 pour ses investissements en ressources informationnelles se ventile comme suit :

Projets capitalisables :	2 732 888\$
Acquisitions :	1 854 434\$
Total des dépenses en capital :	4 587 322\$

Les grands dossiers en cours

La liste des projets en ressources informationnelles en cours au Curateur public est disponible sur le tableau de bord gouvernemental sur l’état de santé des projets.

(<http://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Se référer à la réponse fournie à la question #11 pour les informations relatives aux contrats en informatique.

1 Dépenses réelles au 28 février 2017 auxquelles sont ajoutées les données provisoires disponibles jusqu’au 31 mars 2017.

Question 60	<p>a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.</p> <p>b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.</p>
--------------------	--

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Aucune indemnité de retraite n'a été versée en 2016-2017.

Question 61	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadre, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l’annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l’information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none">a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d’au minimum 2 % de leur niveau d’effectifs;b) du chantier sur la révision et l’optimisation des structures et des organismes de l’État;c) d’autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d’encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2017-2018.</p>
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 63	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d’atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
--------------------	---

L'information sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2016-2017* du Curateur public du Québec.

Question 64	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et en 2016-2017 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le sujet;b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;c) les coûts reliés à sa réalisation;d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
--------------------	---

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 65	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <p>a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.</p>
-------------	---

	2016-2017	2015-2016
Barreau du Québec	38 577\$	43 416\$
Chambre des notaires du Québec	2 366\$	2 267\$
Total	40 943\$	45 683\$